



Extract of Alger républicain

<http://alger-republicain.com/8-mai-1945-crimes-du-colonialisme.html>

8 mai 1945 : crimes du colonialisme et sempiternelles rengaines contre le PCA

- Lutte de Libération Nationale - Les massacres du 8 mai 1945 -

Publication date: mardi 9 mai 2017

Description:

Dans *El Watan* du 2 mai 2017 Abdemadjid Merdaci évoque les massacres perpétrés par le colonialisme le 8 mai 1945. Il montre que la répression organisée n'a pu briser la revendication montante de l'indépendance. Elle a au contraire précipité la rupture de Novembre 1954.

Mais on ne sait quelle mouche l'a piqué. Au détour d'un paragraphe il n'a pu s'empêcher de s'en prendre à Alger républicain, à la CGT et au PCA, en des termes qui feraient croire à des gens mal informés que ce journal et ces organisations faisaient partie du camp du colonialisme.

Zoheir BESSA

Dans *El Watan* du 2 mai 2017 Abdemadjid Merdaci évoque les massacres perpétrés par le colonialisme le 8 mai 1945. Il montre que la répression organisée n'a pu briser la revendication montante de l'indépendance. Elle a au contraire précipité la rupture de Novembre 1954.

Mais on ne sait quelle mouche l'a piqué. Au détour d'un paragraphe il n'a pu s'empêcher de s'en prendre à Alger républicain, à la CGT et au PCA, en des termes qui feraient croire à des gens mal informés que ce journal et ces organisations faisaient partie du camp du colonialisme.

« Sur les terres maréchalistes d'Algérie, c'est la CGT qui participe aux milices civiles de Guelma responsables des massacres sous la houlette du sous-préfet et résistant André Achiry alors qu'Alger républicain, relayant les positions du PCA, stigmatisait les « Hitléro-fascistes du PPA » en leur faisant endosser la responsabilité des événements », écrit-il.

Admettons, sous réserve de vérifications à faire. L'histoire d'Alger républicain se résumerait-elle à la publication de communiqués des autorités coloniales durant les premiers jours qui ont suivi les événements ? Et l'histoire du PCA et de la CGT se réduirait-elle à la section de Guelma ou aux propos outranciers d'un de ses responsables sur le PPA ?

Si l'intention de Merdaci est de retracer en qualité d'historien le long et douloureux cheminement qui a préparé le déclenchement le 1^{er} novembre 1954 de la guerre de libération, il est douteux qu'il parviendra à en broser le tableau véridique à l'aide de raccourcis stigmatisant un courant politique qui a occupé, malgré des erreurs, toute sa place dans la lutte contre le colonialisme. Un écrit qui ne rappelle pas le contexte historique et l'évolution contradictoire du mouvement national dans toutes ses composantes interdit toute perception objective des événements évoqués. Dans la mesure où son intention est honnête, son auteur peut se retrouver à assumer malgré lui la fonction d'initiateur involontaire d'une nouvelle croisade anticommuniste qui comblera de joie ceux dont la recherche de la vérité historique est le dernier de leurs soucis.

Aussi est-il utile de relire ce qu'a écrit William Sportisse dans ses mémoires (*Le Camp des Oliviers*, page 102, Editions Ijtihad, Alger, 2013) sur cette séquence du mouvement de libération. La section du PCA de Guelma fut dissoute et ceux de ses membres qui s'étaient impliqués dans les milices exclus de ses rangs. Dès l'été, le PCA entreprit d'annuler les effets désastreux au sein des Algériens des propos de son secrétaire Amar Ouzegane. Il initia notamment la campagne pour l'amnistie des nationalistes arrêtés.

Alger républicain joua quant à lui un rôle actif dans la campagne pour la libération des militants et dirigeants nationalistes.

Le PCA fit son auto-critique en tant que parti. Il exclut Amar Ouzegane pour son refus de reconnaître ses erreurs dans le qualificatif d'« agents hitlériens » qu'il avait collé aux dirigeants nationalistes.

Sectarisme, agressivité envers les nationalistes, refus de faire son auto-critique et de permettre la rectification de la ligne en revenant aux principes fondateurs du mouvement communiste en Algérie, c'est pour ces raisons qu'il fut sanctionné. Mais au mépris des faits, Ouzegane fut blanchi par ... des nationalistes comme si ce n'était pas lui qui haranguait les militants contre Messali ! Une historiette bâtie sur le mensonge le plus éhonté et l'inversion des rôles présente le secrétaire exclu comme le porte-drapeau au sein du PCA d'une tendance anti-colonialiste. Il aurait été évincé par les adversaires de l'indépendance ! Voilà ce que l'on tente de faire croire. Rien de moins !

Il parviendra donc à se refaire une nouvelle virginité aidé en cela par les fractions viscéralement anticommunistes du mouvement national qui avaient besoin d'un repentir témoin des « vilénies » du PCA pour discréditer celui-ci auprès des masses à coup de mensonges. A l'indépendance il aura droit à un poste de ministre dans le premier gouvernement de Ben Bella. Et bien entendu à une attestation communale, ce dont seront privés Bachir Hadj Ali et Sadk Hadjerès pour avoir refusé de dissoudre leur parti tout en ne ménageant pas leur soutien au FLN. Signalons en passant que les deux dirigeants du PCA n'hésitaient cependant pas à critiquer de façon très franche les erreurs

commises dans la conduite de la guerre de libération. Les lettres au GPRA, dans lesquelles ils exprimaient leurs appréciations en témoignent. Elles n'ont été rendues publiques qu'après l'indépendance. Leur relecture aujourd'hui peut nourrir une réflexion féconde sur cette étape décisive de l'Algérie, loin de toute vision romancée ou unilatérale de la réalité que fut la guerre de libération. Bachir Hadj Ali et Sadek Hadjerès ont mené le combat sur le sol national durant toute la période de la lutte de libération.

Alors, quand on aborde les massacres du 8 mai 1945 est-il juste d'attaquer Alger républicain et le PCA sans examiner l'évolution contradictoire qui les avait traversés de 1936 à 1945 ? Sans nommer l'auteur de l'expression « Hitléro-fascistes du PPA », à savoir Ouzegane, ni rappeler que le PCA avait rapidement corrigé son erreur ? Ne serait-il pas plus éclairant de rappeler que si ce parti a pu corriger aussi vite ses erreurs, c'était en raison même de ses fondements idéologiques et de son caractère de classe ? **Le PCA ne pouvait être que du côté du combat du peuple pour se libérer du colonialisme.**

La session du Comité central de juillet 1946 réinséra le parti dans la ligne anticolonialiste qui avait été celle des communistes dès les années 1920 sous le mot d'ordre central de la libération nationale. Cette rectification attira très vite vers le PCA des milliers de nouveaux adhérents d'origine algérienne. Elle provoqua un auto-assainissement de ses rangs par le départ des militants d'origine européenne qui ne s'étaient pas libérés de l'influence de la propagande sur la prétendue « mission civilisatrice » de la France dans les pays qu'elle avait colonisés. Cette vision idyllique du colonialisme faisant le silence sur sa violence barbare et ses objectifs mercantiles était encore véhiculée dans ses rangs par des éléments imprégnés de la ligne héritée du parti socialiste d'avant le Congrès de Tours de 1920. Ils avaient rompu avec la SFIO à cause de ses multiples trahisons mais pas avec les fondements de sa ligne idéologique selon laquelle la « présence française » était animée par le désir d'aider les « *indigènes* » à passer de la barbarie à la civilisation moderne, à leur ramener le « *socialisme* » de l'extérieur. La lutte idéologique menée au sein du PCA à la lumière des idées de Lénine, de la Révolution d'Octobre 1917, des directives de l'Internationale communiste, des aspirations nationales du peuple algérien, avait franchi en 1946 un grand pas. Ainsi s'était cristallisée une ligne liant en un tout la lutte pour la libération nationale, objectif historique du moment, la lutte de classe, l'internationalisme prolétarien.

Contrairement aux nationalistes, les communistes ne limitaient pas leur combat au seul objectif immédiat de l'indépendance politique, si dure et si douloureuse qu'allait être la lutte pour le réaliser. Ils ne méprisaient pas la lutte immédiate « pour le pain » comme le faisaient les franges sociales repues du mouvement national. Pour eux l'animation des luttes sociales devait imprimer à la future République algérienne un caractère social et économique populaire. Le mouvement révolutionnaire devait être conscient que l'alliance contractée entre les classes laborieuses et la bourgeoisie dans la lutte contre le colonialisme allait inévitablement éclater au lendemain de la conquête de l'indépendance. Il devait se préparer à fermer la porte à la confiscation des conquêtes de la libération par une nouvelle bourgeoisie. Ils faisaient dans leurs rangs et au sein des masses la propagande pour une Algérie bannissant l'exploitation, la société socialiste. Ces objectifs lui attirèrent la haine tenace de nationalistes hostiles au socialisme, minoritaires mais très influents. Leur rêve le plus cher consistait à remplacer la classe exploiteuse étrangère par une autre, autochtone, à prendre les terres des colons et à perpétuer la suite de l'exploitation des travailleurs, leurs « frères de sang ». Le seul changement pour ces derniers devait se résumer à se courber sous les pieds d'un patron portant une chéchia et non plus le casque colonial de sinistre mémoire. Cette hostilité a rarement dévoilé aussi franchement ses vrais motifs. Elle s'est abritée derrière les erreurs commises ou des faits partiellement avérés pour discréditer le PCA. Elle a propagé des affirmations complètement inventées, comme celle, par exemple d'un Tillon, ministre communiste chargé sous de Gaulle de l'aviation civile (et non de l'aviation militaire), qui aurait ordonné le bombardement des manifestants Algériens.

Elle a toujours été déterminée par le but d'éloigner de lui les travailleurs et les jeunes à la recherche du parti qui les guide pour bâtir une société affranchie de l'exploitation. Un torrent d'invectives, d'appréciations haineuses a recouvert la vérité d'une boue épaisse au point que de nombreux écrits consacrés au PCA s'en ressentent jusqu'à présent. Ils s'expriment chez certains par un préjugé négatif dès qu'on aborde l'histoire du PCA et à l'opposé par une

absence totale d'esprit critique quand il s'agit du mouvement nationaliste. Et pourtant il y a bien besoin de faire le ménage de ce côté-ci pour comprendre dans quelles traditions de « despotisme oriental » les désastres actuels plongent certaines de leurs lointaines racines. Au fond la hargne anticommuniste est d'autant plus forte qu'au sein du peuple tous les patriotes qui ont connu les communistes dans le feu de l'action, au maquis ou dans les prisons, les portent en haute estime. Ils partagent avec eux une indignation profonde contre la confiscation des fruits de la guerre de libération par une nouvelle classe d'exploiteurs et de despotes.

Ces considérations n'ont nullement pour but de qualifier Abdelmadjid Merdaci d'anticommuniste. Mais force est de constater qu'il apporte de l'eau au moulin de ceux dont l'obsession est de noircir l'histoire du PCA. L'histoire de l'Algérie de 1962 à nos jours a dévoilé les véritables desseins de ceux qui ont institué un tribunal permanent du PCA. C'est la défense de leurs intérêts de classe égoïstes d'aujourd'hui qui explique leur acharnement à déformer l'histoire passée. Le PCA était déjà considéré comme le trouble-fête qui allait inévitablement à l'indépendance se dresser contre leur projet de s'ériger en nouvelle classe exploiteuse.

Ils tentent par le dénigrement d'empêcher la nouvelle génération de réfléchir à la voie à suivre pour édifier une société digne des sacrifices de nos martyrs et attentive aux fortes aspirations sociales des classes laborieuses de notre pays : une société débarrassée de l'exploitation, de l'arbitraire et des injustices sociales.

Revenons à *Alger républicain* au cours et après le 1er et le 8 mai 1945. Trois de ses anciens et glorieux responsables en ont écrit l'histoire passionnante dans leur livre « *La grande aventure d'Alger républicain* ». Leur témoignage vivant, précis et minutieux apporte un éclairage dense et riche sur toute une période de l'histoire de la lutte de libération du peuple algérien à laquelle l'histoire du journal était indissolublement liée depuis sa création en 1938. Le journal avait été lancé par des humanistes et des socialistes français désirant soutenir le Front populaire et peser sur ses orientations pour qu'il se penche sur la condition des Algériens. Leur vision de l'avenir de l'Algérie était cependant imprégnée par le réformisme. Elle n'allait pas jusqu'à partager la revendication de l'indépendance.

Le livre relate avec des faits concrets cette partie de son histoire qui va de son lancement en 1938 jusqu'à, enfin, son passage en 1946 dans les mains de jeunes communistes « arabo-berbères » et européens convaincus qu'il fallait l'inscrire résolument dans le combat pour la libération du pays.

Tous ceux qui sont assoiffés de connaître la vérité sous toutes ses facettes pourront se faire une image véridique sur la complexité des luttes qui ont préparé le 1er novembre, loin des appréciations négatives jetées de façon désinvolte par des historiens, ou de façon délibérée par ceux qui savent ce qu'ils veulent.

Pour dissiper le brouillard créé par toutes les opérations de déformation de l'histoire, la rédaction d'Alger républicain a jugé utile de publier un extrait de « La grande aventure » portant sur la période qui débute le 8 mai 1945.

Zoheir BESSA